

Questions orales

peux déduire des déclarations peu éclairantes du ministre, c'est qu'environ trois des 19 millions de dollars dont disposera le Bureau d'information du gouvernement concernant la TPS serviront à payer le personnel et le loyer.

Combien des 16 autres millions iront à la propagande gouvernementale au sujet de la TPS?

L'hon. Otto Jelinek (ministre du Revenu national): Monsieur le Président, le député parle de manque d'information ou de mauvaise information. Je crois qu'aucun des députés qui ont pris la parole à la Chambre à ce sujet n'est moins bien informé que le député qui vient de poser la question.

Le fait est que le gouvernement a fait un excellent choix dans la personne de M. Murray, qui défend depuis des années les intérêts des consommateurs. Celui-ci a décidé de donner hier soir sa démission dans l'intérêt des consommateurs.

Je me suis entretenu avec lui ce matin et voici ce qu'il m'a dit: «Ce qui m'importe le plus, c'est de servir les consommateurs au meilleur de mes capacités, en tant que directeur du Bureau d'information des consommateurs, et c'est exactement ce que je vais faire.»

Il n'y a pas de propagande. Il n'y a aucune autre mauvaise information. Ceci vise à appuyer . . .

M. Bellemare: Vous devriez travailler pour Barnum and Bailey.

M. Jelinek: Si vous vous la fermez et que vous écoutez, vous apprendriez quelque chose.

Mme le vice-président: Le ministre voudra bien conclure en s'adressant à la présidence.

M. Jelinek: Madame la Présidente, le député tient des propos diffamatoires à l'endroit de M. Murray. Le gouvernement fédéral veut s'assurer que toute baisse des prix à la consommation profitera aux consommateurs de tout le pays, et c'est pour cela qu'il leur fournit les renseignements dont ils ont besoin et qu'ils demandent.

* * *

L'EMPLOI

M. Derek Blackburn (Brant): Madame la Présidente, ma question s'adresse au ministre responsable des petites entreprises. Elle porte sur la fermeture de l'usine de Fruehauf Canada Limited, qui a été annoncée cette semaine et qui entraînera la perte de 334 emplois. Ce matin, la société Solaray, de Brantford, a annoncé qu'elle

fermait ses portes de façon permanente, forçant au chômage 125 autres travailleurs.

Dans les deux cas, on prétend que la fermeture est due à une conjonction de facteurs, à savoir le niveau élevé des taux d'intérêt, la déréglementation dans le secteur du camionnage et l'Accord de libre-échange. Le président de la société Fruehauf Canada a blâmé publiquement l'Accord de libre-échange. Il a déclaré que les règles du jeu n'étaient pas les mêmes pour tous, que les fabricants canadiens étaient désavantagés par rapport à leurs concurrents américains.

Le ministre sait fort bien qu'un pays qui ne fabrique rien ne peut pas survivre. Que fera donc ce gouvernement pour faire cesser ce ridicule déclin de l'industrie manufacturière du Canada?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Madame la Présidente, en ce qui concerne les mesures immédiates qu'entend prendre le gouvernement, il existe une foule de programmes que nous mettrons à la disposition des travailleurs touchés. Fait plus important encore dans un contexte plus global, la société Fruehauf procédera à une consolidation de son exploitation. Cette consolidation aura lieu au Canada, et pas ailleurs.

C'est une diminution des commandes qui est la cause première des difficultés. La direction a clairement fait savoir que les difficultés étaient principalement attribuables à la diminution des commandes et non au libre-échange.

En outre, madame la Présidente, il ne faut pas oublier que le sud de l'Ontario, d'où vient le député, a connu une suite ininterrompue d'ouvertures d'entreprises. Chrysler a procédé à un agrandissement de 400 millions de dollars. Stelco s'est payé un agrandissement de plusieurs millions de dollars. Freightliner s'est aussi payé un agrandissement de plus de 100 millions de dollars. CAMI a créé 1 000 emplois tout près de Brantford.

Les affaires marchent donc très bien dans le sud de l'Ontario grâce à l'Accord de libre-échange et à la nouvelle compétitivité de notre économie.

M. Derek Blackburn (Brant): Madame la Présidente, les propos du ministre sont extrêmement trompeurs. L'industrie canadienne du camionnage appartenait à des Canadiens dans une proportion d'environ 80 p. 100 il y a un an et demi. À la fin de cette année, elle appartiendra à des Américains dans une proportion de 65 à 70 p. 100 à cause de l'Accord de libre-échange, et cela comprend la fabrication des camions à remorques.

Ma question supplémentaire s'adresse au vice-premier ministre. En parlant avec des membres du Congrès amé-